

Relations

La grogne s'amplifie contre la MINUSTAH

Kawas François

Politique municipale : sortir du cul-de-sac
Number 768, October–November 2013

URI: id.erudit.org/iderudit/70200ac

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN 0034-3781 (print)
1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

François, K. (2013). La grogne s'amplifie contre la MINUSTAH.
Relations, (768), 5–6.

Tous droits réservés © Relations, 2013

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online. [<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>]



This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research. www.erudit.org



La grogne s'amplifie contre la MINUSTAH

Angleterre et le Nebraska. Des groupes citoyens locaux, des communautés autochtones, des élus, des groupes environnementaux, des syndicats et des universitaires participent à des actions communes et font basculer des décisions.

En mai dernier, la Colombie-Britannique s'est officiellement opposée au projet Northern Gateway d'Enbridge, qui prévoit la construction de deux pipelines de 1170 km chacun. Rien n'est gagné non plus du côté de Keystone XL, le projet de la pétrolière TransCanada aux États-Unis, au sujet duquel le président Barack Obama a exprimé de sérieuses réserves en juillet dernier.

Plus de 300 universités et 100 villes du monde ont par ailleurs amorcé une campagne de désinvestissement dans les énergies fossiles. De plus, en attribuant au pétrole des sables bitumineux une haute valeur d'intensité en carbone, la future directive européenne sur la qualité des carburants, pourrait aussi tenir ce pétrole jugé trop polluant à l'écart du marché européen.

À ce jour au Québec, plus d'une vingtaine de municipalités ont adopté des résolutions pour demander des études environnementales indépendantes au gouvernement québécois. Jusqu'à présent, 171 groupes ou individus sont intervenus dans le processus de consultation publique de l'Office national de l'énergie portant sur l'inversion de la ligne 9 du pipeline d'Enbridge.

Par ailleurs, les consultations publiques sur la nouvelle stratégie énergétique du Québec viennent tout juste de prendre fin. D'emblée, le gouvernement proposait l'efficacité énergétique et l'énergie propre comme « deux piliers du développement économique pour toutes les régions du Québec ». Voilà qui offre une belle occasion de choisir de réduire la dépendance du Québec au pétrole. ●

Après neuf ans de présence en Haïti, la mission onusienne est de plus en plus contestée par la population.

KAWAS FRANÇOIS

En 2004, une révolte armée éclate contre le régime du président Jean-Bertrand Aristide. Devant l'imminence d'affrontements violents entre les insurgés et ses nombreux partisans armés, Aristide démissionne sous la pression de certains gouvernements occidentaux, particulièrement des États-Unis, soucieux de protéger, comme d'habitude, leur arrière-cour. Un avion de la US Air Force le déporte en République centrafricaine. La grande faiblesse des institutions de l'État et le risque d'intensification des conflits armés faisaient planer le spectre du chaos dans une société déjà fragilisée par des années de crise profonde minant les fondements mêmes de la nation, et ce, depuis la chute de la dictature des Duvalier le 7 février 1986.

Le gouvernement des États-Unis a donc vite envoyé les *Marines*, puis pressé le Conseil de sécurité des Nations unies d'intervenir pour prendre le relais. La résolution 1542 adoptée par ce dernier créa une force internationale, dénommée la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH).

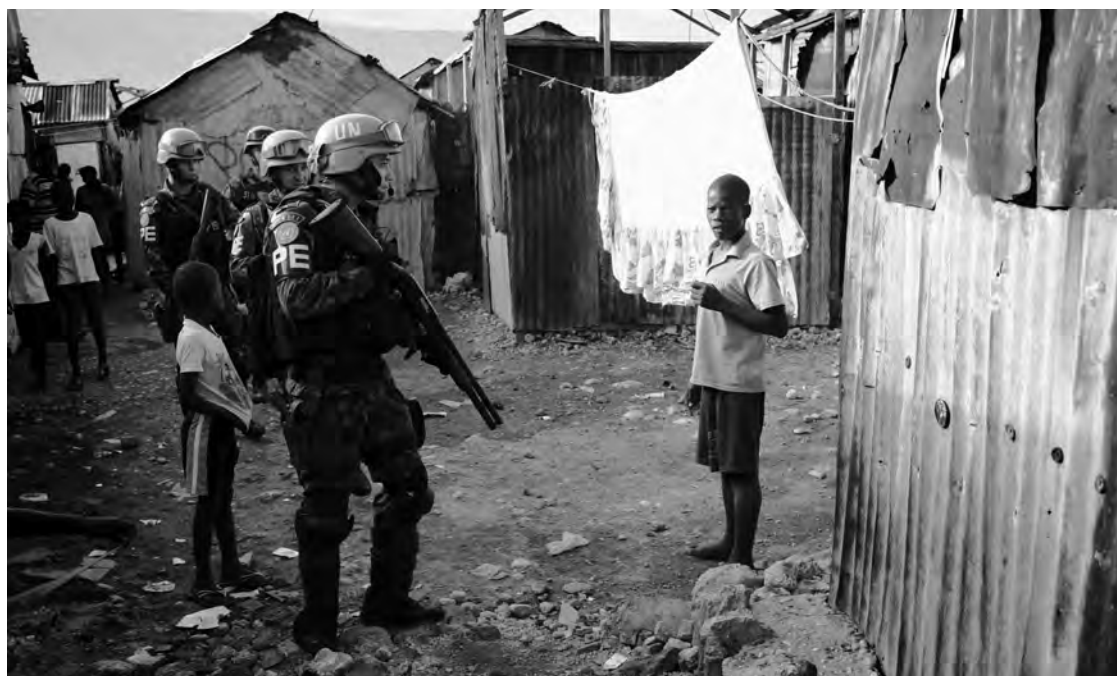
En plus du renforcement de la Police nationale et de l'établissement d'un environnement institutionnel stable, cette force multinationale s'est vue confier, avec le temps, plusieurs autres missions. Aujourd'hui, elle s'engage même dans la création d'emplois temporaires et soutient le développement municipal, l'organisation des douanes et la lutte pour l'égalité des sexes.

La MINUSTAH se déploie sur toute l'étendue du territoire haïtien. Son per-

L'auteur est directeur du Centre de recherche, de réflexion, de formation et d'action sociale (CERFAS) de Port-au-Prince

Patrouille de la MINUSTAH à Cité Soleil, Port-au-Prince, 13 novembre 2010.

Photo: Presse canadienne/Julien Tack





sonnel est composé de près de 10 000 personnes (dont environ 6 300 militaires, 900 policiers, 450 civils internationaux, 1 300 civils locaux et 200 volontaires des Nations unies). Plus de 70 % des effectifs militaires viennent des pays de l'Amérique latine: l'Argentine, le Chili, l'Équateur, le Pérou, l'Uruguay et le Brésil, qui est le plus grand contributeur avec ses quelque 1 400 soldats. D'autres pays du Sud sont également représentés, notamment le Sri Lanka, le Népal, la Jordanie et des pays de l'Afrique subsaharienne. Chaque pays contributeur amène soldats, armement et matériel logistique, conformément à un mémorandum signé avec l'ONU. Cette importante machine est financée par les pays membres de l'ONU.

Malgré ses nombreux engagements, l'effet réel des interventions de la MINUSTAH est sérieusement mis en question, bien au-delà du fait que la seule présence des soldats étrangers blesse le nationalisme haïtien, fier de sa lutte pour l'indépendance, acquise au prix

de durs sacrifices et au terme de la première révolution anti-esclavagiste de l'histoire. Pour beaucoup d'analystes, la situation de violence et d'instabilité qui a justifié la création de la MINUSTAH a changé. Il est temps maintenant que les tanks, les mitraillettes et les engins de guerre de tout acabit cèdent la place aux tracteurs et autres machines civiles pouvant servir à la mise en place d'infrastructures indispensables au développement à long terme du pays.

Les principales critiques concernent en premier lieu le budget trop élevé que les Nations unies mettent à sa disposition, soit environ 4,5 milliards de dollars depuis sa création. Ce montant aurait certainement pu aider davantage s'il avait été destiné à d'autres secteurs de l'État. D'autant plus que la réforme du système judiciaire et le renforcement de la Police nationale, qui représentent les éléments-clés du mandat de la MINUSTAH, se font encore attendre. La Police nationale est toujours aussi défaillante et le système judiciaire souffre encore des mêmes maux qu'autrefois. De plus, les

quelques emplois précaires créés et les microprojets réalisés dans certaines régions du pays semblent servir davantage à redorer l'image de la MINUSTAH qu'à s'attaquer sérieusement au chômage qui grève la société haïtienne. L'introduction du choléra par le contingent népalais, qui a causé une épidémie ayant entraîné la mort de milliers de personnes, ainsi que plusieurs scandales sexuels ont par ailleurs contribué à salir plus encore son image.

Ainsi, plusieurs manifestations ont récemment réclamé le départ de la MINUSTAH. Le sénat, dans sa résolution du 28 mai 2013, exige également l'élaboration d'un calendrier planifiant son retrait progressif du territoire national. Malheureusement, jusqu'à présent, aucun calendrier de l'ONU ne le prévoit et rien ne semble indiquer son départ à moyen terme. Il semble que les facteurs géostratégiques qui ont contribué à sa création, notamment, prévalent sur toute autre considération. ●

Bachelet bis

Michelle Bachelet est presque assurée de remporter les élections présidentielles de novembre au Chili. Mais elle n'est pas pour autant au bout de ses peines.

RAÚL ZARZURI

La campagne électorale présidentielle au Chili a quelque chose d'exceptionnel cette année. Pour la première fois depuis la fin de la dictature, neuf candidats sont en lice. Il faut remonter aux élections de 1993, où six candidats s'affrontaient, pour se rapprocher le plus d'une situation semblable. Eduardo Frei en était sorti gagnant.

La situation actuelle est également inédite du fait que trois femmes se présentent: Michelle Bachelet, ex-présidente (2006-2010) qui représente les partis de gauche de la coalition Nueva Mayoría; Evelyn Matthei, ex-ministre du Travail sous le gouvernement actuel, candidate de la coalition de droite Alianza; et, enfin, la candidate de gauche, Roxana Miranda, du Parti Égalité. Les six autres candidats représentent les courants suivants: les

verts, les régionalistes, le centre et le centre-gauche.

Les sondages et les analystes politiques sont unanimes: l'élection de Michelle Bachelet ne laisse pas de doute. Très loin derrière elle, Evelyn Matthei se classe deuxième. La question est seulement de savoir si elle sera élue dès le premier tour ou s'il faudra attendre le deuxième. Si c'était le cas, la répartition des votes des sept candidats restants rendrait l'exercice intéressant, sans signifier pour autant un changement quant à l'issue du vote. Le mieux que peuvent espérer ces candidats est de gagner assez de votes aux

L'auteur, sociologue, est coordinateur de la recherche au Centro de Estudios Sociales y Opinión Pública de la Universidad Central de Chile